Demain commencera une série d'articles sur le voyage de notre délégation au Kampuchea (Cambodge)

Jacques Jurquet en direct sur France inter parlera de son voyage au Kampuchea (Cambodge) mercredi à 13 heures

Mercredi 11 octobre 1978 – Nb 948

BP 81, 75881 Paris cédex 18 CCP 30 228 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour arriver aux 100 millions de souscription pour 1978,

Faisons les comptes !

AU début de l'année 1978, nous avions fixé un objectif de 100 millions pour la souscription annuelle de notre quotidien. Nos lecteurs, nos amis, nos camarades savent de longue date que notre journal, indépendant des puissances financières, de la publicité et des subsides gouvernementaux, ne vit et ne *peut vivre* que par une souscription permanente ; autrement dit, il vit grâce à l'effort constant, soutenu et remarquable de ceux qui luttent à nos côtés et dans nos rangs pour l'idéal communiste.

Cette année 1978, cet effort a été et reste exceptionnel. Dans les premiers mois de l'année, notre Parti a dû soutenir une offensive importante sur le plan politique, engageant pleinement ses forces dans la bataille des législatives. C'était sa première expérience de ce genre. Elle s'est traduite par un effort financier sans précédent de nos amis, de nos sympathisants, de nos lecteurs. Dès le début de l'année, nous connaissions ses échéances politiques et financières et avions fixé la barre de souscription annuelle à 100 millions ; c'était un objectif plus élevé que les années passées que justifiaient des dépenses exceptionnelles : la menée stricte de la campagne électorale, le retour et le maintien du quotidien à huit pages, la reparution de l'organe théorique du Parti.

Ces objectifs politiques ont été accomplis ; il est certain que la menée de la campagne de mars 1978 a provoqué le coût le plus important parmi ces dépenses.

Comment chiffrer l'effort financier exceptionnel consenti jusqu'à ce jour ? Il y a tout d'abord la souscription directement versée au journal de l'ordre de 25 millions en ce début d'octobre ; il y a aussi les souscriptions exceptionnelles versées directement pour chaque candidat (professions de foi, bulletins, affiches, etc.) ; d'après nos comptes encore incomplets, elle se monte à 30 millions et l'on peut les estimer de l'ordre de 40 millions pour l'ensemble de la France. Autrement dit, à ce jour, nos camarades et amis ont déjà sorti de leurs bourses 65 millions environ pour mener la bataille politique de mars 1978 et la poursuivre ensuite. C'est un effort déjà considérable, mais nous sommes à 35 millions de notre objectif annuel.

(Suite page 4)

- **En 1977, 40 % de profits en plus pour les patrons**
- **30 députés pour le débat sur la sidérurgie et le chômage**

Le chômage ils s'en moquent !

SUR les bancs vides de l'Assemblée, trente députés ont entendu quelques discours sur la sidérurgie et le chômage. Les travailleurs sauront à quoi s'en tenir : rien à attendre du Parlement : le chômage, les députés s'en moquent !

Dans le même temps, on connait les résultats des grandes entreprises. Les bénéfices ont augmenté aussi vite que le chômage et les impôts pour les riches ont baissé autant que le pouvoir d'achat des travailleurs !

Les patrons aussi se moquent du chômage !

Voir article page 6

Jacques Brel

Le talent écartelé

QUI n'a pas été emporté d'émotion en l'écoutant chanter *« Amsterdam »* ou *« Ne me quitte pas »* ? Qui n'a pas frémi en écoutant *« Le plat pays »* ou *« La Fanette »* ? Brel avait du talent, un talent immense, le talent de l'homme écartelé entre ses origines bourgeoises et sa haine de la bourgeoisie.

Il disait que chaque soir, avant de monter sur scène, il vomissait. Mais il y allait quand même. Sa vie et son œuvre, c'est un peu la même chose : il vomissait ses origines, pourtant il n'a pas su rompre carrément avec elles. Il n'a trouvé qu'une solution : partir sur une île déserte pour échapper à ses contradictions.

Ce faisant, il a perdu ce qui faisait de lui « le grand Brel ». Son dernier disque fut un semi-échec, car c'était un autre homme qui chantait, un homme qui croyait avoir trouvé la paix, et ce n'était pas celui-là que le peuple aimait. Le public aimait le chanteur *« des bourgeois »*, *« des paumés du petit matin »*, *« des bigotes »*. Avec un sens aigu de la caricature, dû au fait qu'il connaissait mieux que personne ce milieu qui l'a élevé, il a fixé pour toujours certains traits de sa classe sociale. Qui n'a pas repris en chœur :

« Les bourgeois, c'est comme les cochons, plus ça devient vieux, plus ça devient bête »,

ou encore :

« Eux, ils ont cette assurance des hommes dont on devine que le papa a eu de la chance ».

Brel, c'est aussi la haine de la bigoterie avec sa cohorte de mesquineries, d'avarices, de mensonges, de laideur physique et morale :

« Pour faire une bonne dame patronesse, c'est qu'il faut faire très attention à ne pas se laisser voler ses pauvresse c'est qu'on serait sans situation.
Et un point à l'envers et un point à l'endroit. Un point pour Saint-Joseph, un point pour Saint-Thomas. Pour faire une bonne dame patronesse, il faut être bonne mais sans faiblesse. Ainsi, j'ai dû rayer de ma liste une pauvresse qui fréquentait un socialiste ».

Et contre tant de laideurs, Brel a fait un choix : celui de l'amour, de la fraternité. Mais ses amours sont toujours déçues, englobant dans le même rejet misogyne toutes les femmes. Et la fraternité qu'il peint, c'est celle de deux pauvres types qui n'ont comme issue que l'ivrognerie et le bordel.

La chanson d'« Amsterdam » est d'ailleurs très révélatrice des sentiments contradictoires qui animaient le chanteur. *« Dieu, ce sont les hommes »* a-t-il dit. Nulle haine, nul sarcasme, pour dépeindre ces gens du peuple, *« des marins qui chantent les rêves qui les hantent au large d'Amsterdam »*, mais au contraire beaucoup de chaleur et surtout une grande tristesse devant une réalité qu'il voudrait différente :

« Dans le port d'Amsterdam,
Il y a des marins qui boivent
et qui boivent et reboivent
et qui reboivent encore »

Mais cette réalité, il n'en voit qu'un aspect : celui de l'oppression et de la misère morale. Il oublie que ces marins, ce sont aussi les hommes du travail les hommes de la lutte, les hommes de l'avenir qui tiennent entre *« leurs grosses mains »* la possibilité de changer ce monde que Brel vomit. Il demandait : *« Serait-il possible de vivre debout ? »*, il n'a pas vu que beaucoup se battaient pour cela. Il a préféré partir...

Claude LIRIA

Carter

«Bienvenue Monsieur Smith»

APRES maintes tergiversations, le gouvernement américain a finalement décidé d'accorder un visa à Ian Smith, le premier ministre rhodésien. Ian Smith, qui avait déposé, le 20 septembre, une demande de visa, à la suite d'une invitation de l'aile la plus réactionnaire du sénat américain, s'était d'abord heurté à un refus de l'administration Carter.

Cette décision finale, qui correspond à une reconnaissance implicite par les Américains du régime raciste et de son soi-disant « gouvernement intérimaire » a fait dire à Robert Mugabe, le dirigeant du principal mouvement de libération qui mène la lutte dans le pays (la ZANU), qu'il ne pouvait plus considérer l'administration Carter comme neutre dans le conflit et qu'en conséquence, toute intervention de sa part dans un projet de règlement serait désormais inacceptable.

Le voyage de Smith et de sa marionnette africaine, Sithole aux USA, intervient au moment où le régime raciste est près de la fin. Son pseudo plan pour éliminer la discrimination raciale, avec, en particulier, l'entrée au gouvernement de Noirs qui ne représentent qu'eux-mêmes, n'a eu pour l'instant qu'un seul effet : l'enrôlement obligatoire dans l'armée de tous les jeunes Africains en âge d'effectuer leur service militaire. Jusque là, seuls les Blancs étaient appelés. D'ailleurs, on ne compte plus les désertions parmi ces jeunes Africains qui préfèrent rejoindre les rangs des mouvements de guérillas plutôt que de combattre dans l'armée des racistes.

Le voyage de Smith aux USA est surtout conçu comme une tournée de propagande pour tenter de trouver un appui dans les milieux les plus racistes et les plus réactionnaires américains. Son régime est en effet aujourd'hui, totalement isolé.

On apprenait, au même moment, l'existence d'un nouveau plan anglo-américain pour une « solution » du conflit. Ce nouveau plan, connu sous le nom de plan « B » prévoit une série de sept étapes qui reviennent, dans la pratique, à permettre une reconnaissance du régime de Ian Smith avant la tenue d'élections générales. En réponse à cette nouvelle manœuvre, Robert Mugabe a déclaré dimanche à Maputo (Mozambique) que son organisation maintenait sa position consistant à exiger des élections libres en préalable à toute reconnaissance du Zimbabwe.

Serge FOREST

Ian Smith à l'entrainement.

Chine

Une éclosion de congrès

A Pékin, doit s'ouvrir à partir de mercredi, le 9e congrès de la Fédération des syndicats chinois. Dans le courant du mois d'octobre se tiendra également le congrès de la Ligue de la jeunesse.

Après celui des femmes qui s'est tenu dernièrement, cet épanouissement de congrès marque la réorganisation des associations de masse, dont les activités avaient été mises en veilleuse ces dix dernière années. La réparution du journal de la jeunesse, suspendu pendant douze ans, va dans le même sens. Nous aurons l'occasion s'y revenir ultérieurement sur la base des documents qui seront rendus publics au cours du déroulement des congrès.

Elections en Allemagne fédérale

Avantage au Parti social-démocrate

Les élections qui ont eu lieu dimanche dernier dans l'Etat de Hesse en Allemagne de l'Ouest avaient donné beaucoup de craintes dans les milieux dirigeants sociaux-démocrates du pays. En effet, même si les élections ne concernaient qu'un seul Etat, le gouvernement risquait de tomber, en cas de victoire des Chrétiens-démocrates.

En effet, si le Parti social-démocrate perdait des voix au profit du Parti chrétien-démocrate, ce dernier pouvait acquérir, à la Chambre, le Bundesrat, la majorité des deux-tiers et avait donc la possibilité de faire tomber le gouvernement de Schmidt et de prendre en mains les affaires du pays.

Or, les résultats des élections ont donné l'avantage, de peu, au Parti social-démocrate, malgré la faible cote de l'ancien candidat social-démocrate impliqué dans des scandales politiques et financiers.

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel

Le Vietnam se prépare à une nouvelle agression contre le Cambodge

D'APRES la radio du Kampuchea démocratique, le Vietnam se prépare à une nouvelle offensive contre le Kampuchea à l'occasion de l'approche de la saison sèche.

Ces informations sont confirmées par des témoignages en provenance du Vietnam et de Thailande.

Des entreprises vietnamiennes de transport amènent depuis le mois de juin de grandes quantités de matériel militaire et des hommes près de la frontière du Kampuchea. L'Union soviétique, par le biais d'un pont aérien, alimente le Vietnam, sans discontinuer, en équipements militaires.

Tous les visiteurs et les journalistes soulignent que la mobilisation en hommes et en matériel est telle qu'elle entrave sérieusement la reconstruction économique du pays, délaissée au profit de l'effort de guerre. C'est ainsi, par exemple, qu'un projet économique conçu par les Occidentaux a dû être abandonné, faute d'ouvriers pour le réaliser : leur production avait été réorientée vers l'industrie de guerre.

Tout ceci, plus les inondations et la maladie qui touchent les rizières, posent de façon aigüe le problème de l'alimentation de la population. Les récoltes connaîtraient une baisse de 2,5 millions de tonnes.

Face à cette menace d'une nouvelle attaque vietnamienne, le Kampuchea démocratique se prépare à se défendre, en protégeant en particulier les grands axes routiers à l'intérieur du pays, pour empêcher l'entrée de poids lourds motorisés et de chars.

Pour le moment, le Vietnam qui a connu une sérieuse défaite dans sa dernière offensive, se limite à des attaques aériennes à l'aide de Mig soviétiques et d'avions américains récupérés pendant la guerre. Le 27 septembre, deux d'entre eux avaient d'ailleurs été abattus au-dessus du Kampuchea, montrant ainsi que c'est bien le Vietnam l'agresseur, et non le Kampuchea.

Il y a 33 ans naissait le Parti communiste coréen

Le 10 octobre 1945, le camarade Kim Il Sung fonde le Parti communiste de Corée : « Nous avons reconstruit le parti en nous basant strictement sur les principes de la construction du parti marxiste-léniniste, en prenant pour noyau les communistes éprouvés dans la lutte révolutionnaire et en englobant les groupes communistes qui opéraient dans différentes localités. Les communistes coréens qui, durant de longues années, avaient déployé leur lutte en ordre dispersé dans différentes organisations révolutionnaires, sans avoir leur parti unifié, formèrent enfin, le 10 octobre 1945, à Pyongyang, le comité organisationnel central du Parti communiste de Corée du Nord, proclamant ainsi au monde la fondation de notre parti » (Kim Il Sung).
Ci-dessus le camarade Kim Il Sung au milieu du peuple.

Et la France ?

Le gouvernement ouest-allemand vient de décider le principe d'une annulation, à partir du premier janvier prochain, de la dette d'environ 10 milliards de nouveaux francs que lui devaient les trente pays les plus pauvres. Cette décision fait suite à des décisions semblables déjà prises, conformément à une résolution du Conseil des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), par la Suisse, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Canada et la Suède.

On attend toujours que la France prenne une mesure similaire...

Après l'accord sino-japonais

Moscou s'en prend au Japon

DEPUIS la signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais, l'URSS n'a pas manqué une occasion d'attaquer la politique internationale du Japon.

Aujourd'hui, pour tenter d'isoler le Japon des autres pays du monde, et en particulier de ceux de l'Asie, elle essaie de présenter le Japon comme une puissance militaire dangereuse pour l'avenir de la paix.

Tout comme en Europe, où elle dénonce le « *danger que représente l'impérialisme allemand pour la paix* », l'URSS se sert du passé pour sensibiliser l'opinion publique internationale sur de fausses cibles. Ainsi, les responsables de la politique de défense japonaise sont qualifiés de « *successeurs des Samourai* ».

On peut lire dans le journal de la défense soviétique, *Krasnaya Szezeda*, que le Japon est pratiquement « *le plus puissant des États non-nucléaires du monde capitaliste* ».

Même si l'on considère que cette affirmation est réelle, que représente l'armée japonaise, qui ne dispose pas de l'armement nucléaire, à côté de l'armée soviétique ?

Quelques chiffres seront suffisamment révélateurs à ce sujet. En 1976, le Japon a consacré à sa politique de défense la somme de 5 milliards de dollars alors que l'URSS en dépensait 61 milliards. Si l'on prend en compte la différence quantitative des deux populations, on s'aperçoit qu'au Japon 44,5 dollars par tête d'habitant ont été dépensés dans ce secteur alors que, dans le même temps, en URSS, la somme était de 273 dollars par habitant.

Alors que le Japon consacre 0,9 % de son produit national brut pour la défense, l'URSS en consacre 16 %.

On peut également citer d'autres chiffres significatifs, par exemple, la vente d'armes à l'étranger : de 1970 à 1976, l'URSS a vendu pour 11 milliards de dollars d'armements ; le Japon six millions de dollars.

Enfin, si l'on compare l'armement conventionnel (le Japon n'ayant pas droit de disposer d'autres armements), on constate que l'armée japonaise possède 340 chars de combat lourds et l'URSS plus de 35 000 !

Il apparait alors clairement que la tactique de l'URSS consiste à attaquer les pays impérialistes secondaires sur un domaine où elle est principalement responsable, à savoir le danger pour la paix mondiale.

L'HUMANITÉ ROUGE – Jeudi 11 octobre 1978

DANS L'ACTUALITE

Poursuites judiciaires contre des médecins

Les malades sont des feignants
Les médecins sont trop complaisants

IL ne se passe pas un jour sans que le gouvernement ne remette en cause les acquis de la Sécurité sociale, le droit à la santé pour les travailleurs. Parallèlement, une telle politique systématise le flicage et la répression des docteurs qui délivrent des certificats de « complaisance ».

Madame Colombes, généraliste, a antidaté un arrêt-maladie d'un de ces patients.

CONDAMNATION POUR UN ARRET-MALADIE

Cet homme avait absolument besoin de ce certificat, car son patron — comme bien d'autres — ne tolère pas deux jours d'absence sans motif officiel.

Mais la Sécurité sociale était là, vigilante. C'est pourquoi, ce docteur a été condamné par le tribunal de Montbéliard le 17 février 1978, à 3 000 F d'amende, à autant de dommages et intérêts et à cinq ans d'interdiction de soigner les assurés sociaux (c'est-à-dire tous ceux qui sont à la Sécurité sociale). Elle comparait, mardi 10 octobre, devant la cour d'appel de Besançon pour infléchir le verdict du tribunal de Montbéliard.

CONDAMNATION POUR UNE ATTESTATION DE « COMPLAISANCE »

Le docteur Carpentier, généraliste à Corbeil (91), a remis à un détenu en semi-liberté une attestation justifiant une nuit d'absence à la prison de Corbeil. Les juges du tribunal de grande instance d'Evry l'ont condamné symboliquement, sans inscription au casier judiciaire. Mais le ministère public a fait appel, estimant le jugement trop indulgent ; le docteur Carpentier passera donc devant la cour d'appel de Paris, le 21 novembre.

NOUS NE SOMMES PAS MALADES

Ces condamnations sont la conséquence du contrôle qu'exerce la bourgeoisie sur les malades et sur les médecins.

Non, nous ne sommes pas malades. Les maladies professionnelles, les grandes fatigues, les dépressions nerveuses et les tentatives de suicide n'existent pas. Les travailleurs les inventent pour soutirer des sous aux patrons.

Les médecins qui aident ces travailleurs ne sont pas dignes d'appartenir au corps médical, ils enfreignent la loi. Qu'est-ce que c'est que tous ces docteurs qui contestent l'Ordre des médecins ? Mercredi 11 octobre, plusieurs docteurs seront jugés par le tribunal de grande instance de Toulouse pour leur refus de payer à l'Ordre des médecins leurs cotisations. C'est pourtant l'instance représentative des médecins... qui a été créée sous le régime de Vichy, gouvernement de collaboration avec les nazis. Heureusement que les médecins-Sécurex et les super-médecins sont là pour vérifier les arrêts-maladies.

POUR LA SANTÉ AUSSI, UNITÉ CONTRE LA RÉPRESSION

Le gouvernement a entamé une politique répressive contre la santé des travailleurs. La santé, c'est le problème de tout le monde, des malades, des non-malades et de *tous* les travailleurs de la santé. Aussi, quand il y a répression, c'est dans l'unité que les travailleurs doivent riposter. Le Parti communiste marxiste-léniniste a apporté son soutien au docteur Carpentier.

Nathalie VILLOTIERS

Maire suspendu à Montargis

LE maire de Montargis, Max Nublat, ancien membre du bureau fédéral du PCF, a été suspendu pour une affaire d'employé municipal embauché par lui et qui n'a jamais travaillé à Montargis : est-ce cela la « gestion démocratique », l'argent des contribuables, au service d'un parti ?

Le 20 avril dernier, le groupe socialiste, radical de gauche et apparenté du conseil de Montargis, faisait éclater une véritable bombe en pleine séance.

« Le Barh a été embauché le 1er juillet 1977 (arrêté du 23 août) comme ouvrier professionnel de première catégorie, peintre en bâtiment. Or, il ne figure pas sur la liste du personnel communal, il n'apparait pas au tableau des effectifs, il n'est pas connu des services techniques de la ville, il n'a jamais été vu au travail. Toutefois, les mandatements correspondant à son salaire ont été régulièrement effectués de juillet 1977 à mars 1978 inclus et ses bulletins de salaires sont envoyés directement à son domicile, à Fleury-les-Aubrais.

« La seule activité que nous lui connaissons est sa fonction de secrétaire d'une section du PC d'Orléans-Ouest, et de membre fédéral du PC du Loiret. Cette activité justifie-t-elle le salaire qui lui est versé par les contribuables montargeois ? »

La réponse du maire : cet employé fait des travaux dans une colonie de vacances du château de Cormont/Boismorand (près de Montargis) embauché par la municipalité de Gennevilliers. Les membres PS et radicaux de gauche de la municipalité n'ont pas été convaincus. D'où une enquête administrative qui a conclu en donnant tort au maire. Un inspecteur est venu à Montargis et a épluché les dossiers. Le Barth vient de donner sa démission et la municipalité de Gennevilliers va rembourser Montargis... Deuxième affaire contre Nublat : facture d'un million de centimes pour des travaux photographiques effectués pour les ballets Hopak (ballets de danses folkloriques casaques). Pas de réponse du maire.

Le PCF organise le samedi 14 octobre à Orléans, une manifestation pour protester contre la suspension de Nublat ! Leur appel ne donne aucune explication sur les faits qui sont reprochés au maire mais parle de la « campagne anticommuniste ».

Centre de tri Paris-Brune

Là aussi la grève a démarré

LA semaine dernière, c'étaient les centres de tri de Pontoise et Créteil qui ont fait grève, en particulier à cause du manque d'effectifs. L'administration avait été contrainte de lâcher autour de 80 effectifs supplémentaires. Hier, mardi soir, ce sont les préposés de la brigade D du centre de tri de Paris-Brune qui se sont mis en grève dès qu'ils ont eu connaissance du nouveau tableau pour les roulements.

Une trentaine de préposés autour d'une table au transbord qui discutent avec animation et font des affiches, c'est le visage que prend la grève ce lundi minuit au centre de tri de Paris-Brune. Leur revendication essentielle porte sur les effectifs (selon la CFDT, il en manquerait environ 130 sur le centre).

Cette pénurie, l'administration la compense en faisant la chasse aux temps morts, et en augmentant leur travail. Par exemple un camion déchargé avant à quatre ne l'est plus qu'à deux, pourtant la quantité de sacs à décharger est toujours la même. A cet accroissement du boulot s'ajoute le comportement de l'encadrement toujours derrière le cul à surveiller. Les préposés ont des histoires à raconter sur le part de certains encadrants.

breuses vexations qu'ils ont eu à supporter de la part de ces domestiques zélés de l'administration. Au cours de la rédaction de cet article avec les grévistes, un chef n'est-il pas venu gueuler parce que les travailleurs avaient décroché le tableau de roulements pour me l'expliquer ? Cela donne une petite idée de la mentalité de ce genre d'invididus, du dégoût et de la colère que peuvent ressentir les préposés à leur égard.

De plus en plus de boulot, des sacs de plus en plus lourds, de tout cela évidemment le chef de centre s'en moque... Tant que les travailleurs se taisent. A Paris-Brune aussi, les travailleurs veulent lutter tous ensemble pour que ça cesse (Une des nombreuses affiches faites par les grévistes).

« Ailleurs aussi, les préposés ont les mêmes problèmes » me disent les grévistes.

Les grèves de Pontoise et de Créteil, la semaine dernière, ont montré encore une fois combien était important le soutien et la coordination entre les différents centres pour donner plus de force à la lutte. Expliquez largement cette lutte autour de vous et la nécessité de la solidarité.

Voici les informations données par la CFDT : les brigades D et C (celle-ci à 70 %) se sont prononcées pour le principe de la grève. Aujourd'hui mardi, il doit y avoir une intersyndicale pour faire une greve massive et unie.

Informations données par un délégué CGT : une grève était prévue pour mercredi, les préposés du transbordement en se mettant en grève à 98 % dès l'annonce du nouveau tableau de roulement, l'ont en quelque sorte devancé. Aujourd'hui, de l'intersyndicale où s'associera sans doute FO, à la suite du refus du chef de centre de donner quoi que ce soit, devrait sortir un appel ferme à la grève.

Gare Saint-Lazare

Grève contre les sanctions

Les cheminots de Saint-Lazare se sont mis en grève hier soir lundi à 0 h et jusqu'à mercredi 6 h pour protester contre les sanctions imposées à un conducteur. Tenu comme responsable, alors que l'enquête n'est pas terminée, de l'accident qui a eu lieu il y a quelques mois à Sartrouville, il est, depuis cette époque, interdit de rouler et on veut lui faire passer un examen psychotechnique. 80 % des roulants sont actuellement en grève à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FGAAC (autonome) pour exiger qu'il reprenne son travail normalement.

Saint-Etienne

SAINT-ETIENNE : LA POLICE EST INTERVENUE MARDI MATIN A LA GARE OU LES TRAVAILLEURS DE LA SNCF SONT EN GREVE POUR LEURS REVENDICATIONS.

Nouveaux affrontements en Iran

Pour le troisième jour consécutif, Téhéran a été paralysée par les grèves qui touchent actuellement de très nombreux secteurs économiques.

Après les ouvriers du pétrole, ce sont ceux du textile ainsi que les personnels hospitaliers qui se sont mis en grève. S'appuyant sur les propres chiffres de hausse des prix du gouvernement, ils réclament le doublement de leurs salaires. La grève touche également les services postaux et l'aviation civile, les chemins de fer et les transports urbains. C'est lundi dernier que devait avoir lieu la rentrée universitaire. Comme on pouvait s'y attendre, un grand nombre des établissements scolaires et universitaires sont resté clos, les enseignants et les étudiants refusant de reprendre les cours.

Trois nouvelles personnes auraient été tuées lors d'affrontements entre l'armée et des manifestants dans la journée de lundi.

A Amol, en particulier, des milliers de jeunes ont affronté les unités de sécurité. Les affrontements ont, notamment été particulièrement violents à Babol après que la police ait tué un homme de 32 ans et blessé quatre autres personnes. De nombreuses banques et magasins de luxe ont été mis à sac. Même scénario à Behbahan où les bureaux gouvernementaux et six banques ont été les cibles du gouvernement.

De son exil à Paris, l'ayatollah Komeiny a lancé un appel au peuple iranien pour qu'il se lève en masse contre le régime et contre le principe même de la monarchie. Dans son message, on relève notamment : *« L'objectif le plus important des Iraniens est l'élimination de toute domination étrangère d'où qu'elle vienne. Tout régime qui arrive au pouvoir grâce à l'intervention des puissances étrangères, notamment des Etats-Unis, de l'URSS ou de la Grande-Bretagne, sera un instrument du maintien de la nation dans la régression, le malheur, l'oppression, le pillage et l'arbitraire. »*

Pour arriver aux 100 millions de souscription pour 1978

Faisons les comptes

(Suite de la page 1)

Or ces 35 millions nous font tout a fait défaut pour terminer l'année 1978 et il nous les faut absolument et de toute urgence. En effet, la situation de notre quotidien est très sérieuse aujourd'hui. Nous achetons le papier au compte-goutte car nous sommes contraints de le payer comptant en raison de factures restées impayées depuis février et mars, la campagne politique de 1978 a demandé des tonnes et des tonnes de papier et de fournitures qui ne rapportent rien (affiches, tracts...). Cela a grévé notre budget, c'est sûr. Cette situation est précaire, car c'est la sortie même du journal qui en dépend. Elle exige un effort soutenu et rapide pour désserrer l'étau. Car il s'agit bien d'un étau susceptible d'étouffer notre quotidien. Qu'on y pense : à un journal comme le nôtre, aucune banque ne consent un centime de crédit, aucun fournisseur ne fait de largesse, les NMPP ne font pas de cadeaux ! Ce sont les gros capitalistes et les escrocs de la finance qui obtiennent des facilités de paiement et des avances de trésorerie. Pas nous !

Au contraire, on nous attend toujours au tournant et on retarde le remboursement de ce qui nous est dû. Par exemple, voilà bientôt deux ans que l'imprimerie qui sort le quotidien attend le remboursement de la TVA payée lors de sa constitution : c'est 10 millions qui dorment et nous font bien défaut car l'imprimerie les avait programmés dans sa planification. A ces manques à gagner, il faut ajouter l'augmentation des frais et des charges (20 % d'augmentation du papier et des tarifs postaux en un an). D'autres quotidiens connaissent des difficultés similaires aux nôtres, ainsi le *Quotidien du Peuple* a besoin de 25 millions faute de quoi, il passe à huit pages.

Nous avions prévu ces difficultés, c'est vrai. N'empêche que la situation financière de notre quotidien est aujourd'hui très préoccupante. De ce fait, nous menons une politique draconienne d'économie limitons au maximum les dépenses et avons supprimé des dépenses secondaires en locaux ou en matériel d'affiches et de brochures. Cela est bien mais n'augmente pas nos rentrées ; cela ne paie pas les factures aux fournisseurs. Voilà pourquoi la poursuite de notre effort de souscription pour parvenir aux 100 millions est une tâche primordiale du moment.

Il nous faut 35 millions fin décembre et pour desserrer l'étau, *20 millions pour fin novembre*. C'est, nous le savons, un effort très important que nous vous demandons, à vous, nos amis, nos lecteurs, nos camarades. En ce début octobre, une partie des camarades qui travaillent à la production, à l'administration et à la rédaction du quotidien n'ont pas reçu l'intégralité de leurs salaires. C'est un sacrifice militant qu'ils font, mais nous ne voulons pas que dure cette situation anormale. Dans l'immédiat, nous avons décidé de maintenir les objectifs prioritaires décidés en juillet pour l'amélioration de notre presse : maintien du quotidien à huit pages, embauche de nouveaux journalistes prévus. Ceci nous parait décisif pour la bonne menée du travail politique du Parti. Mais cela nécessite toutefois que nous rassemblions les sommes nécessaires dans les délais fixés, à savoir :

20 millions pour fin novembre !
35 millions pour fin décembre !

Amis lecteurs et camarades, nous ne vous cachons pas nos difficultés et nos inquiétudes, l'an passé à pareille époque, nous avons fait face à une situation difficile aussi et nous avons atteint les objectifs (45 millions de septembre à fin décembre). Cette année également, nous réussirons, nous en sommes convaincus. La bataille financière, c'est aussi une bataille politique, une bataille de tous les instants.

Le Bureau politique du PCML
Le 7 octobre 1978.

Déclarations des leaders syndicaux et lutte des travailleurs

Ils sont loin maintenant les discours de la rentrée prononcés par Séguy et Maire. On les avait entendus parler des luttes, des grands problèmes de l'heure, du chômage, de l'emploi.

N'est-ce pas Georges Séguy qui déclarait : « *Ou subir, ou s'unir et lutter* » ? Mais où est-on aujourd'hui ?

Où en sont les querelles entre Maire et Séguy ? De ce point de vue, de leur propre affirmation, « l'unité d'action » entre les deux confédérations ne peut être que ponctuelle.

Et chacun se renvoie la balle : c'est René Buhl qui dit dans la *Vie ouvrière* No 1 179 : « *Pour l'essentiel, c'est la CGT qui est à la tête des luttes dans les entreprises et les branches, elle est à l'initiative des actions ponctuelles pour la négociation et les solutions industrielles des problèmes posés dans les secteurs en difficulté avec le souci constant de l'unité, en tout premier lieu avec les organisations de la CFDT.* »

C'est Edmond Maire qui déclare dans son édito de *Syndicalisme hebdo* No 1 174 : « *Nous ne sommes pas prêts à laisser l'action syndicale être dominée à nouveau par la logique électorale ou la stratégie des partis* ».

A l'arrière-plan de tout cela, il y a le contentieux PC-PS même si Maire fait semblant de donner des coups de patte au PS.

Par exemple, il s'agit de critiquer le PS pour ne pas avoir voté la réforme des prud'hommes à l'Assemblée. Or, ce projet vise ni plus ni moins à garantir la « représentativité » de la CFT ou des ses émules AOP (*) de Chirac, etc et aussi la prédominance du patronat.

Pendant que ces grands leaders se bagarrent et se tirent dans les pattes, que deviennent les intérêts des travailleurs ? Ils sont loin !

Des milliers de licenciements dans la sidérurgie doivent avoir lieu d'ici mars 1979, 1 200 licenciements aux Chantiers de la Ciotat, etc.

Et que font Maire et Séguy pour mobiliser les travailleurs ? Rien. Rien à proposer hormis leurs journées d'action même si la formulation change.

Rien si ce n'est leur dispute !

Les intérêts des travailleurs sont bien loin en effet. Sinon, au moment où tant de problèmes justifieraient que tout soit consacré à la construction d'un puissant rapport de force, unissant dans la lutte tous les travailleurs touchés, ces hauts responsables syndicaux sauraient bien passer leurs divergences au second plan... Si leur préoccupation était bien de rassembler les travailleurs dans la lutte !

Cela prouve qu'ils sont d'accord au moins sur un point : ne pas développer (autrement qu'en paroles !) les luttes et leur unité aujourd'hui.

D'ailleurs, ne peut-on pas se dire en ce moment, alors que les travailleurs ont assez montré leur combativité : « *Si nous avions vraiment des syndicats de combat, on pourrait lancer une vraie contre-offensive, quelque chose de grande ampleur, et, en face, il faudrait bien qu'ils cèdent* » Ils ne sont pas rares les syndicalistes qui le pensent.

* Organisation du RPR dans les entreprises.

La Ciotat

Les ouvriers des chantiers navals ont oc pé de 17 h à 19 h 30 la gare de la Ciotat occasionnant 5 à 6 retards de trains. D'autre part, en même temps, ils ont bloqué l'autoroute Marseille-Toulon et un autre groupe est allé à FR 3-Marseille.

Ces actions ont été décidées par l'intersyndicale étant donné que les travailleurs licenciés commençaient à s'impatienter. Si la réussite de ces actions a remonté quelque peu le moral des travailleurs et des autres, rien ne se passe encore, pour l'instant, à l'intérieur des chantiers.

Larzac

150 tracteurs et 5 000 personnes sur le plateau

150 tracteurs et plus de 5 000 personnes, mobilisées en moins d'une semaine, ont répondu à l'appel des paysans du Larzac. Le dimanche 8 octobre était une journée d'action sur le Larzac en réponse aux arrêtés de « cessibilité » qui obligent deux communes à céder leurs terrains à l'armée. L'Aveyron a répondu massivement à cet appel. Jamais on n'avait vu autant de tracteurs sur le plateau. Le pouvoir voulait tester la situation. Cette journée de labour sur les terres acquises par l'armée ou en voie de l'être était une manifestation de solidarité et de soutien régional aux paysans. Les paysans veulent travailler au pays et demandent l'annulation du projet d'extension du camp. Plus un seul paysan ne doit quitter le plateau. Les organisations agricoles départementales étaient représentées (ainsi que la FDSEA de Lozère), les organisations politiques et syndicales, ainsi que de nombreux conseillers généraux. M. Giaccobi, du village de Cavaillès, directement menacé par les décrets, a déclaré : « *Nous ne sommes pas à vendre, encore moins aujourd'hui qu'hier. Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout. Jamais, nous ne partirons* » et qui plus est : « *Nous sommes parfaitement prêts pour faire face normalement au processus engagé* » déclaraient les paysans devant le succès de cette journée qui doit servir d'avertissement aux pouvoirs publics. Déjà, lors de leur jeûne à Rodez, les paysans répondaient au sous-préfet par ces mots : « *Si par malheur, nous n'étions pas entendus, vous porteriez l'entière responsabilité des événements qui suivront* ».

Tous unis autour des paysans du Larzac, nous gagnerons. La terre à ceux qui la travaillent ! Non aux expropriations !

Une famille de paysans du Larzac oppose à l'extension du camp militaire.

SNCF-PTT, un encouragement pour toutes les luttes

LES semaines passées, des milliers de travailleurs et même des dizaines de milliers de travailleurs sont entrés en lutte, montrant ainsi leur grande volonté de répondre aux attaques du plan Barre : plusieurs centaines dans la navale, à Marseille, sont toujours en grève ; des milliers de sidérurgistes lorrains se sont mobilisés, et les cheminots, en particulier les roulants, les postiers dans divers centres de tri ; la mobilisation n'a pas cessé chez les aiguilleurs du ciel et depuis la rentrée des luttes unissent autour de l'école enseignants, parents d'élève, personnel de service, spécialement sur des problèmes d'effectifs. Ces luttes touchent des secteurs entiers d'industrie.

Les mouvements restent encore dispersés et sans véritable unité, même si elles ont souvent le même point de départ, la création de l'emploi, en grande partie parce que les directions fédérales et confédérales n'ont pris aucun moyen de les globaliser. Mais ils montrent tous le refus catégorique des travailleurs de payer les frais de la crise, et que la propagande gouvernementale ne passe pas.

Et c'est certainement devant cette forte combativité que le gouvernement montre une première hésitation : sur deux points au moins, et dans des domaines qui dépendent directement de lui, il a reculé : au centre de tri de Pontoise, le travail a repris après l'acceptation par la direction des PTT de créer 47 postes supplémentaires (revendication minimum). A Créteil, au bout de deux jours de grève, les travailleurs ont obtenu une quarantaine d'effectifs de plus, et la levée de sanctions contre trois préposés (chose assez rare aux PTT).

A la SNCF, la direction a accepté de suspendre la circulation des trains postaux et de discuter sur les conditions de travail.

Ainsi les travailleurs, unis et déterminés, peuvent obtenir de premiers résultats. Car, n'en doutons pas, c'est devant la détermination et la possibilité de convergence de certaines luttes que le gouvernement a reculé : le développement de la lutte autour des cheminots normands en grève illimitée, et le fait que la pénurie d'effectifs dans tous les centres postaux entretient une tension permanente, ont sans doute été déterminants pour le gouvernement.

C'est bien pour empêcher le développement des luttes dans des secteurs stratégiques de l'économie. Mais par là, il montre aussi sa faiblesse, et ces premières concessions sont un grand encouragement pour tous les travailleurs qui luttent et qui se heurtent au refus des patrons.

Oui, contre le plan Barre, on peut gagner. Et on ne gagne que sur le terrain, par l'action, par la grève, en aucun cas par des négociations « à froid », sans rapport de force.

Pour le patron de la SNCF

Quand les travailleurs luttent «C'est l'avenir de la SNCF qui est en jeu»

A la suite de la grève des cheminots, Paul Gentil, directeur de la SNCF a fait connaître son point de vue de patron : « *C'est l'avenir de la SNCF qui est en jeu actuellement et les organisations syndicales prennent la lourde responsabilité de favoriser nos concurrents.* » De notre point de vue, ce qui importe c'est l'intérêt des cheminots et des usagers. Or, qui les met en péril, c'est Monsieur Gentil.

Le plan Guillaumat qui veut démanteler la SNCF ? Non, ce sont les travailleurs qui luttent contre les conséquences du démantèlement. Qui s'oppose aux créations d'emploi ? La direction SNCF qui organise plusieurs milliers de licenciements ? Non, les travailleurs qui en refusant le conducteur unique sur les trains postaux empêchent « de créer une vingtaine d'emplois. »

Et Monsieur Gentil, qui décidemment ne porte pas bien son nom, termine : « *Je n'ai jamais refusé la négociation, mais il faut s'entendre sur ses limites : les cheminots travaillent 40 heures par semaine, les conducteurs en moyenne 35 heures. Alors qu'on ne nous impose pas de mesures qui mettent en péril notre trafic.* » Autrement dit, vous n'êtes pas si malheureux, taisez-vous et laissez-nous faire. Sûrement pas, Monsieur Gentil !

Interview de cheminots de Rennes

L'arrêt de la grève n'a pas cassé la combativité

NOS camarades de Rennes ont interviewé deux cheminots. Après la grève de la semaine dernière, ils confirment la grande combativité des travailleurs de la SNCF face aux plans gouvernementaux (plan Guillaumat) qui attaquent leurs conditions de travail et menacent leur emploi. L'arrêt de la grève par les directions fédérales n'a pas brisé cette combativité. En témoigne d'ailleurs la réplique immédiate des cheminots de Saint-Lazare contre une sanction visant l'un d'entre eux. Il faut dire que, pour une fois, ils ne sont pas rentrés « les mains vides » ! Et cela est de nature, en effet, à donner confiance. Mais comment transformer cette combativité en nouvelles actions efficaces et unissant tous les cheminots ? La question reste posée. Il est certain qu'il faudra se battre pour cela dans les syndicats.

– Q : A Rennes, la grève des cheminots, comment ça s'est passé ?

Louis :

D'abord, nos revendications. A notre avis, les plus importantes portent sur l'amélioration des conditions de vie et de travail, notamment au moment où des discussions ont eu lieu au niveau national sur le PS 4R, la réglementation du travail du personnel roulant (nombre d'heures des travail, de repos, amplitude, etc.)

Pierre :

Il faut dire aussi qu'au dépôt de Rennes, les roulants sont particulièrement touchés car beaucoup de roulants sont en « fac », c'est-à-dire sont commandés pour leur travail en fonction des besoins du service.

La veille, ils ne savent pas ce qu'ils vont faire, on peut les appeler à n'importe quel moment de la journée et de la nuit. Ils ont déjà un boulot dégueulasse, mais tous les ans on s'aperçoit que les conditions se dégradent. A Rennes, c'est ça qui a mobilisé les gars.

– Q : Et la grève a été suivie ?

Pierre :

Oui, à plus de 95 %. Il n'y a eu vraiment que quelques prises de service. Les express et les rapides, c'est les chefs qui les ont conduits. Et quand la radio annonce un train sur trois, ça ne veut pas dire un gars sur trois qui travaille. Surtout qu'ils ne parlent que des trains de voyageurs. Les trains de marchandises restent dans les triages. Cette grande combativité s'explique non seulement par les mauvaises conditions de travail, mais aussi par le fait que les trois syndicats s'y sont mis : CGT, CFDT, FGAAC (Syndicat autonome). Même si la FGAAC est très minoritaire sur la région de Rennes, dans certaines régions comme dans l'Est et le Nord de la France, elle est majoritaire.

Louis :

En plus s'est ajoutée à cela l'affaire du train postal de la région de Rouen.

– Q : C'est quoi cette affaire ?

Louis :

Ce sont des autorails achetés par les PTT où le mécanicien (le roulant de la SNCF) serait assisté, en cas de défaillance, par un agent PTT, alors qu'actuellement, sur tous les trains, il y a deux agents SNCF.

Louis :

Cette expérience-là laisserait la porte ouverte à la direction pour supprimer du personnel SNCF qui bénéficie d'avantages acquis par les luttes. Si l'expérience était concluante, les entreprises privées pourraient avoir leur matériel, leur personnel (qui travaillerait jusqu'à 60 ans). Ceci rentre dans le cadre du rapport Guillaumat qui vise à restructurer les chemins de fer dans le sens d'une privatisation qui ne pourrait qu'aggraver encore les conditions de vie et de travail des cheminots. Ici, à Rennes, par exemple, Citroën est prêt à appliquer cette nouvelle formule.

– Q : Aujourd'hui la grève est terminée. Les syndicats retirent leur préavis.

Louis :

Vu la grande combativité des roulants, la SNCF a eu la trouille et a retiré provisoirement l'application des autorails postaux. Elle a accepté l'ouverture de négociations sur les conditions de travail. Ceci est très important, ça redonne confiance : les grèves, ça peut être payant. Mais il n'empêche que la mobilisation des cheminots doit être maintenue pour qu'à la prochaine tentative du patron, les cheminots, avec leurs organisations syndicales ripostent dans l'unité tout aussi fermement.

Pierre :

A mon avis, l'arrêt de la grève, même si l'information a été mal faite par les organisations syndicales, ça n'est pas une mauvaise chose. Je crois qu'elle ne casse pas la combativité des roulants, mais peut permettre de donner demain un souffle nouveau. Avec trois jours de grève, on a gagné, et on n'a pas tiré toutes nos cartouches.

– Q : Et l'affaire de Messac ? Dans les journaux, à la télé régionale, on a beaucoup parlé des mouvements d'usagers face aux suppressions d'arrêts. Qu'en penses-tu ?

Louis :

Il faut reclasser cette affaire dans le contexte du rapport Guillaumat qui vise à privilégier les relations entre les grandes villes au détriment des services omnibus considérés comme non-rentables, alors que de nombreux travailleurs empruntent ces dessertes, on renouvelle les rames voyageurs par des voitures « Corail » et on laisse s'entasser tous les matins et tous les soirs les travailleurs dans des omnibus datant de l'après-guerre, avec des chauffages toujours en panne et des banquettes rembourrées avec des noyaux de pêche. C'est ça qui explique que, dernièrement, à Messac, 500 personnes ont bloqué le Paris/Quimper, suivant l'exemple des usagers d'Hennebont, de Plouaret et de Quimperlé. Pour cela, ils se sont organisés dans des comités de défense avec la participation d'élus locaux. Ça c'est un pas en avant pour la population de Messac, une expérience de lutte qu'ils ne sont pas prêts d'oublier.

– Q : Mais les cheminots là-dedans ?

Pierre :

Notre lutte va dans le même sens et les mouvements des usagers épaulent notre refus du rapport Guillaumat.

Les cheminots, les syndicats cheminots marchent à fond avec eux. Le rapport Guillaumat prévoit la suppression de 2 604 gares en France sur les 4 253 qui existent actuellement. C'est l'emploi des cheminots qui est touché, c'est aussi d'autres travailleurs qui doivent supporter des conditions de vie et de transport plus difficiles. Tout ça, ça va dans le même sens.

« Tous les 5 ans, on s'aperçoit que les conditions se dégradent ».

En 1977, pour les capitalistes + 40 % de profits — 10 % d'impôts

LES profits qui augmentent de 40 %, des impôts qui diminuent de 10 %, tel est le bilan global des comptes pour les patrons français en 1977. Ces chiffres ont été tirés du très officiel rapport sur les comptes de la nation dont la phrase suivante pourrait servir de conclusion : « *Dans ces conditions, la situation financière de celles-ci* (les entreprises) *s'améliore considérablement.* ».

Parmi les causes de la hausse des profits des entreprises de 40 %, il y a la chute du dollar. Celle-ci a provoqué la baisse du prix des matières premières, du pétrole en particulier, en même temps qu'elle provoquait la hausse du prix des produits industriels. Or, les matières premières sont essentiellement vendues par les pays du tiers monde. Ceux-ci ont donc vu le revenu tiré de leurs ventes diminuer, alors qu'ils devaient acheter plus cher les produits industriels vendus essentiellement par les pays capitalistes. Les pays du tiers monde étaient donc doublement pénalisés par la chute du dollar, tandis que les capitalistes des pays impérialistes en tiraient un double avantage.

En même temps que leurs profits croissaient de 40 %, les impôts payés par les capitalistes français diminuaient de 10 %. On conçoit donc que le rapport des comptes de la Nation trouve la situation très bonne pour les patrons.

SITUATION INVERSE POUR LES TRAVAILLEURS

En ce qui concerne les travailleurs, le rapport indique que leurs salaires ont augmenté de 11 % et que la progression du pouvoir d'achat est de 1,9 %. Il n'est pas possible de dire s'il y a réellement progression du pouvoir d'achat comme l'indique le rapport. Cependant, l'augmentation du pouvoir d'achat qu'il indique est la plus faible enregistrée ces dernières années. Ceci est la conséquence des restrictions de salaires et de la hausse des prix.

D'autre part, les impôts des ménages (c'est-à-dire essentiellement des travailleurs) ont augmenté de 15 %. Depuis 1973, l'augmentation de ces impôts s'élève à 150 %. C'est donc pour les travailleurs la situation exactement inverse de celle des patrons.

Seules, d'après le rapport, les prestations sociales n'ont pas subi de dégradation. Elles se sont maintenues. Si maintien il y a, l'augmentation du nombre des indemnités-chômage y est pour quelque chose puisque le nombre de chômeurs, à qui elles sont versées durant cette période, a augmenté de près de 200 000. Cependant le gouvernement a des projets pour justement rogner les droits des travailleurs dans ce domaine. Il prévoit de mettre en cause les 90 % en cas de chômage économique. Il veut aussi restreindre les dépenses de la Sécurité sociale et, en particulier, le montant des remboursements des soins et médicaments.

Ainsi donc, le fossé se creuse davantage entre les exploiteurs (en particulier les plus gros) dont les profits s'accroissent sans cesse, et les travailleurs qui ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts et sur le dos desquels les capitalistes s'engraissent avec une avidité grandissante.

Témoignages de travailleurs immigrés

219 F tous les 15 jours

CE témoignage nous a été donné par l'un des dix-huit résidents des foyers Sonacotra qui avaient été expulsés en 1976. Il était aussi l'un des seize dont le pouvoir avait dû, un peu plus d'un an après l'expulsion, accepter le retour en France. Aujourd'hui au chômage, il témoigne sur les difficultés d'être un chômeur immigré.

J'ai été expulsé en Algérie en 1976 avec dix-huit autres résidents de la Sonacotra. Je suis en France depuis 1959 et j'ai fait le service militaire en France. A la suite de mon expulsion, mon patron m'a mis à la porte. Pourtant, je l'avais averti immédiatement de ce qui m'arrivait. Je lui ai fourni des photocopies attestant mon expulsion. Dès mon retour en France, un peu plus d'un an après l'expulsion, je me suis présenté au travail. C'était le lendemain exactement de mon arrivée. Le patron a refusé de me reprendre. Il a prétexté mon absence de plusieurs mois et n'a pas voulu tenir compte qu'elle était un cas de force majeure. J'ai donc été licencié, évidemment sans indemnité de licenciement. Ensuite, j'ai demandé les 90 % d'indemnité-chômage économique. L'Assedic a refusé de me l'accorder.

L'ANPE, elle, a refusé de m'inscrire au chômage car je suis resté plus d'un an en Algérie. Il a fallu des démarches, à droite et à gauche, pour que je puisse me faire inscrire au chômage.

J'ai pu trouver quelquefois du travail temporaire. Mais depuis plusieurs mois, je n'en trouve plus. Aujourd'hui, je touche 219 F d'aide publique tous les quinze jours. Je devrais nourrir ma femme et mes deux enfants qui sont restés en Algérie, or je ne peux pas me nourrir moi-même car c'est tout ce que je touche. Ce sont les parents là-bas, en Algérie, qui subviennent aux besoins de ma famille malgré les difficultés qu'ils ont pour vivre. Pour moi, ici, il faut souvent que des amis m'aident pour vivre. Je suis forcé de me priver le plus souvent. J'ai aussi perdu mes droits à la Sécurité sociale car je n'ai pas d'heures de travail suffisantes. J'ai été malade et je n'ai pas pu aller consulter un docteur car ça coûte trop cher. J'ai acheté des médicaments sans ordonnance. La Sécurité sociale a refusé de me les rembourser. Voilà comment je vis.

Des travailleurs immigrés arrivent en France.

La journée d'amitié avec la Chine, samedi dernier

Bref aperçu des forums

NOUS avons parlé dans notre édition d'hier de la grande diversité qui a caractérisé la journée organisée par l'Association des Amitiés franco-chinoise à l'occasion du 29e anniversaire de la République populaire de Chine. Voici aujourd'hui un aperçu des forums.

Le forum sur la littérature a permis d'expliquer les grandes questions que se posent les artistes et les intellectuels chinois dans le cadre de la politique «Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent », remise à l'honneur.

Les rapports entre artistes professionnels et peintres-paysans se sont établis sur une nouvelle base : les professionnels viennent s'ancrer dans la réalité auprès des peintres-paysans et les peintres-paysans apprennent la technique auprès des professionnels.

Les thèmes eux aussi sont en pleine évolution : il s'agit aujourd'hui d'« *allier le romantisme et le réalisme révolutionnaire* », c'est-à-dire représenter la réalité et en même temps l'aspiration profonde de l'avenir (par exemple : représenter des tracteurs dans la campagne). L'autre aspect c'est représenter le peuple tel qu'il est, et non pas positif à 100 % comme le préconisait la bande des Quatre.

Aujourd'hui, ce qui reste le principe fondamental pour les artistes et les intellectuels chinois, c'est « *Servir le peuple* » et partir de la réalité .

En ce qui concerne le statut des artistes professionnels, ils sont surtout des enseignants ou des employés des maisons d'éditions. Ils sont organisés dans l'*Union des écrivains et des intellectuels chinois* et d'autres organisations qui disposent de fonds pour payer les artistes. Ce sont des organismes d'État à caractère démocratique.

Le forum a aussi expliqué l'ignorance dans laquelle avaient été cantonnés les artistes chinois à propos de l'art occidental et de son évolution.

Au niveau cinématographique aussi l'ouverture est réelle et des films étrangers passent en particulier à la télévision chinoise. Ils sont choisis en fonction de la réalité de la peinture qu'ils font des sociétés occidentales. Pour la technique cinématographique elle-même, le rôle de Joris Ivens a été non négligeable pour faire pénétrer en Chine de nouvelle techniques.

L'OUVERTURE DE LA CHINE

Le forum sur le tourisme a mis l'accent sur le développement des entrées en Chine : plus de 100 000 en 1978 (dont 7 000 Français). Une autre tendance c'est l'ouverture de régions encore inconnues (Mongolie, Singiang...) et de villes plus petites où l'on peut mieux se rendre compte des conditions de vie de la population. La discussion s'est terminée sur les 21 voyages organisés par les AAFC en 1979, en particulier un voyage de jeunes de moins de 26 ans à tarif spécial.

Le forum sur la politique extérieure de la Chine a vu se rassembler tous les passionnés de la politique internationale. Les questions fusaient sur le problème sino-vietnamien, les divergences avec l'Albanie, le rapprochement avec la Yougoslavie, les voyages de Houa Kouofeng, l'aide aux mouvements de libération, etc.

Un certain nombre d'interrogations ont pu ainsi être satisfaites et des amis de la Chine ont pu approfondir leur connaissances.

Il y a lieu cependant de déplorer, pour la bonne réussite du forum, que certains soient intervenus de façon systématiquement négative et dans un esprit contraire à celui de l'association d'amitié.

Handicapé et au chômage

CET autre travailleur immigré témoigne. Lui a été victime d'un accident grave. Il est au chômage.

Je ne peux plus exercer mon métier de peintre car j'ai eu un accident il y a plusieurs années. J'ai été atteint d'un traumatisme crânien et d'une fracture de la jambe. Mais surtout j'ai eu une fracture à la colonne vertébrale. C'est un mal dont on peut atténuer la douleur mais qu'on ne peut pas guérir. Six mois moins trois jours après l'accident mon dossier était transféré de la caisse accident du travail à la caisse maladie. Aussitôt, ma paye est tombée de 60 % seulement. Trois ans après mon accident, le médecin de la sécurité sociale m'a considéré comme guéri alors que je ne l'étais pas. J'ai rouspété. J'ai pu obtenir une petite pension qui s'élève à 170 F tous les trois mois et ceci après avoir travaillé en France pendant 22 ans. Le médecin a reconnu mon handicap mais je n'en touche pas les droits. J'ai fait un stage de formation professionnelle mais les patrons ne veulent pas me prendre car j'ai plus de quarante-cinq ans. Maintenant, je suis donc au chômage. Je ne peux plus exercer mon ancien métier et je touche au total 700 F par mois (l'indemnité chômage plus ma pension).

Aussi quand Stoléru prétend nous acheter avec son million il se moque de nous. Nous ne voulons pas de son argent. Nous voulons nos droits et pouvoir conserver notre santé.

COURRIER DES LECTEURS

Rentrée scolaire

Les luttes continuent

Dans toute la France, les parents, les enseignants, les élèves continuent à lutter, le plus souvent dans l'unité sur tous les problèmes qui tournent autour de l'école

CES La Marlière à Tourcoing

Budget du CES pour 1978 : 180 F...

Depuis le mardi 3 octobre, le personnel enseignant a décidé de ne plus assurer de cours.

A la rentrée, tout le personnel a appris que les crédits de fonctionnement et d'enseignement du CES, pour 1978, s'élevaient à 180 F puis à 91 F pour le reste de l'année civile, l'explication donnée : le chauffage pèserait lourdement dans le budget général du CES.

Les conséquences sont graves :

— Impossibilité d'acheter le matériel nécessaire aux contrôles des présence, des rentrées et des sorties.

— Impossibilité d'acheter des piles ou des bandes magnétiques pour les langues. Pour les femmes de ménage, plus de produits, eau de javel, etc... elles devaient elles-mêmes acheter lces produits !

— Faute de crédit, il n'était plus possible d'entretenir les locaux : vitres brisées depuis trois ans, plus de portes aux WC, etc...

Mais le plus grave, c'est le manque de sécurité totale pour les élèves de CPPN (*) en ateliers : des perceuses et des scies circulaires sans protection, des prises de courant détachées du mur, murs fissurés laissant la pluie se déverser sur les alimentations électriques.

Cette situation budgétaire était prévisible, le rectorat n'a pas accordé le budget prévu par les deux conseils d'administration, c'est pourquoi le personnel enseignant a alerté l'opinion publique : conférence de presse, délégation au rectorat, informations aux parents, communiqué dans la presse régionale.

Cependant, les professeurs ont tenté de continuer d'enseigner malgré le manque criant de matériel, en attendant une réponse favorable du rectorat pour qu'il leur accorde une subvention conséquente. Il a fait la sourde oreille.

Les professeurs, mardi 3 octobre, décident de ne plus assurer leurs cours tout en étant présents dans l'établissement. Pour la première fois, professeurs syndiqués et non-syndiqués étaient tous unis dans l'action. Dans la matinée, le rectorat nous fait savoir que des crédits ont pu être débloqués : 63 000 francs, mais il s'est avéré que cette rallonge budgétaire était déjà une somme engagée. Cela n'était qu'une manœuvre du rectorat pour nous faire reprendre les cours. Cela n'a pas pris.

Jeudi, l'action a été reconduite. Les parents voyant que les professeurs ne cédaient pas ont dit qu'ils soutenaient et qu'ils envoyaient un communiqué à la presse. Ils appellent tous les parents à ne plus envoyer leurs enfants au collège à compter du vendredi 6 octobre.

* CCPN : Classe préprofessionnelle de niveau.

Beullac, une bavure de plus

DEPUIS plus d'une semaine, les enseignants et élèves du CEP Chérioux à Vitry, ainsi que les élèves et professeurs syndiqués au SGEN-CFDT du lycée technique sont en lutte pour mettre fin à des scandaleuses conditions de travail.

Dans une lettre adressée le 4 octobre à Beullac et communiquée à la presse, ils soulignent :

La semaine dernière, encore deux accidents ont eu lieu du fait de l'absence d'équipement et de non-respect des normes de sécurité.

— Un élève s'est percé le pied,

— Un autre a eu un orteil écrasé par la chute d'une barre de fer.

Depuis ces dernières années, on ne compte plus les interventions de police-secours. En 1977, après un accident grave qui aurait pu coûter la vie à un élève, les enseignants avaient obtenu la visite d'une commission de sécurité qui avait convenu de l'urgence de travaux d'amélioration à effectuer. Par la suite, le Conseil général du Val-de-Marne avait voté une première tranche budgétaire destinée à commencer les travaux nécessaires.

Malheureusement, ce vote n'a jamais été suivi d'effets et les crédits accordés n'ont pas été utilisés ; les quelques rares travaux effectuées demeurent notoirement insuffisants.

En particulier, il n'y a pas en plomberie, de système d'évacuation des gaz brûlés qui se répandent dans l'ensemble des ateliers : deux enseignants présentent déjà des tâches aux poumons. Dans l'atelier de menuiserie, il n'y a aucun système de sécurité permettant l'arrêt immédiat des machines en cas d'accident. En électricité, l'isolation des machines est défectueuse ou inexistante. En horticulture, en peinture, chez les employés de collectivité... d'autres problèmes de sécurité se posent avec autant d'acuité.

En regard d'une telle situation, les enseignants du LEP :

— Demandent que le rapport établi en 1977 par l'inspecteur du Travail et de la Main-d'œuvre leur soit immédiatement communiqué ;

— Dès ce jour, ne permettront pas aux élèves d'entrer dans les ateliers dangereux ou insalubres et les « garderont » dans les salles de classe ;

— Lors d'une réunion parents-enseignants qui se tiendra au Lycée Chérioux le samedi 7 octobre 1978, proposeront à l'ensemble des parents d'élèves de demander à la municipalité de Vitry de fermer les ateliers dans lesquels les conditions de sécurité ne sont pas réunies.

Enfin, dès aujourd'hui fonctionne dans l'établissement un Comité d'hygiène et de sécurité qui se charge de centraliser l'ensemble des informations et de coordonner les différentes actions nécessaires.

La situation en Loire-Atlantique

Une situation peu brillante au lycée de Saint-Nazaire. Des effectifs surchargés, refus de l'administration d'inscrire les élèves redoublants, conditions inacceptables du fonctionnement de la bibliothèque, une documentaliste pour 2 000 élèves !

L'action menée a été une grève par matière : le 3 octobre les langues vivantes, le 5 octobre les matières littéraires, etc.

Ces grèves ont été suivies à 100 %. Le 7 octobre, c'est le tour des parents qui ont fait la grève scolaire et une manifestation.

A Rezé, occupation du collège le 5 octobre par les parents pour la création de postes de mathématiques et de sciences physiques : 23 heures ne sont pas assurées.

Au collège d'Ancenis, grève le 5 octobre par les parents : manque d'enseignants en mathématiques, en dessin et en travaux manuels éducatifs.

Au collège de Pont-Château, grève le 5 octobre pour exiger le réemploi de maitres-auxiliaires. Celui qui avait neuf ans d'ancienneté a été rayé des listes de renomination par le rectorat. Motif : il a été ajourné au concours de recrutement des PEGC, c'est-à-dire qu'il a eu un avis défavorable de l'inspecteur. Le rectorat a traité par le mépris, le 4 octobre, la délégation qui s'y est rendue pour lui apporter une pétition de 454 signatures.

Le mardi 10 octobre, le collège Robert-Schuman de Châteaubriant était en grève parce qu' il refuse qu'une maitresse-auxiliaire surnuméraire soit déplacée. Cette maitresse-auxiliaire avait la fonction de bibliothécaire. Les actions prévues pour mardi étaient une grève, une délégation à la sous-préfecture, une occupation de la salle de documentation.

A Paris aussi les parents occupent

Les enseignants de l'école des Epinettes dans le 17e arrondissement ont été en grève le lundi 9 octobre pour s'opposer à la fermeture de classe.

Depuis plusieurs jours les parents occupent cette école et font la classe aux petits.

Dijon

Le mouvement de protestation contre le plan Soisson s'amplifie

Le jeudi 5 octobre, 600 personnes ont exprimé leur colère contre le plan de « relance » Soisson au cours d'une nouvelle manifestation au centre de la ville. Le plus grand nombre de participants (une centaine le 29 septembre), les mots d'ordre, les chansons et les nombreux panneaux et banderoles hostiles au ministre, témoignaient d'un regain de combativité. Le matin même, un large comité de solidarité avait mis en place une caisse de soutien qui rencontra un vif succès.

Par ailleurs, 153 enseignants d'EPS (éducation physique et sportive), réunis en assemblée générale, rédigèrent une motion demandant l'abrogation des mesures Soisson. L'Association sportive des établissements passe de 3 à 2 h ; imposition de deux heures supplémentaires (alors que 3 000 étudiants sont sans poste après quatre ans d'études) ; suppression de postes (dont un à l'établissement Bel-Air réservé à l'enfance inadaptée) ; transferts autoritaires de postes. Pour compléter ce sinistre tableau, il faut également savoir que le budget 1979 ne prévoit aucun poste ! A ces mesures insupportables s'ajoutent des cas de nomination inadmissibles :

ainsi deux collègues, mères de deux et trois enfants en bas âge, intégrées par concours dans le corps des professeurs-ajoints, ont été nommées après plus de cinq ans de service à la Jeunesse et aux Sports, à plus de 600 km de leur domicile.

Face à cela, le mouvement de protestation s'amplifie : grève illimitée de cinq collègues transférés abusivement, grève et manifestation un jour chaque semaine depuis la rentrée, grève des étudiants d'unité d'études et de recherches en éducation physique et sportive.

D'autres actions sont prévues : grève et manifestation nationales le 13 octobre à Paris. Le 17, grève et manifestation à Dijon.

Un camarade enseignant

BLOC-NOTES

La vie du journal

1er rendez-vous la campagne d'abonnement spécial 1 mois

Depuis une semaine notre organe central a lancé une campagne d'abonnement spécial d'un mois à demi-tarif.

Aujourd'hui, nous faisons le point et nous le ferons chaque semaine pendant le mois que va durer cette campagne.

Pour cette première semaine, les résultats sont faibles : 5 abonnements seulement. Si nous mettons le doigt sur cette faiblesse', c'est parce que nous savons bien qu'il y a des possibilités de diffuser plus largement le quotidien et que nous voulons faire prendre conscience à tous nos camarades et lecteurs que l'élargissement de notre diffusion passe par eux.

Aussi, nous leur demandons de se lancer avec enthousiasme dans cette campagne. Ecrivez-nous pour nous faire part de vos efforts et de vos succès.

La diffusion est une bataille à gagner !

Rendez-vous est pris pour la semaine prochaine.

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : 15 F francs

Le dernier numéro de

«Prolétariat»

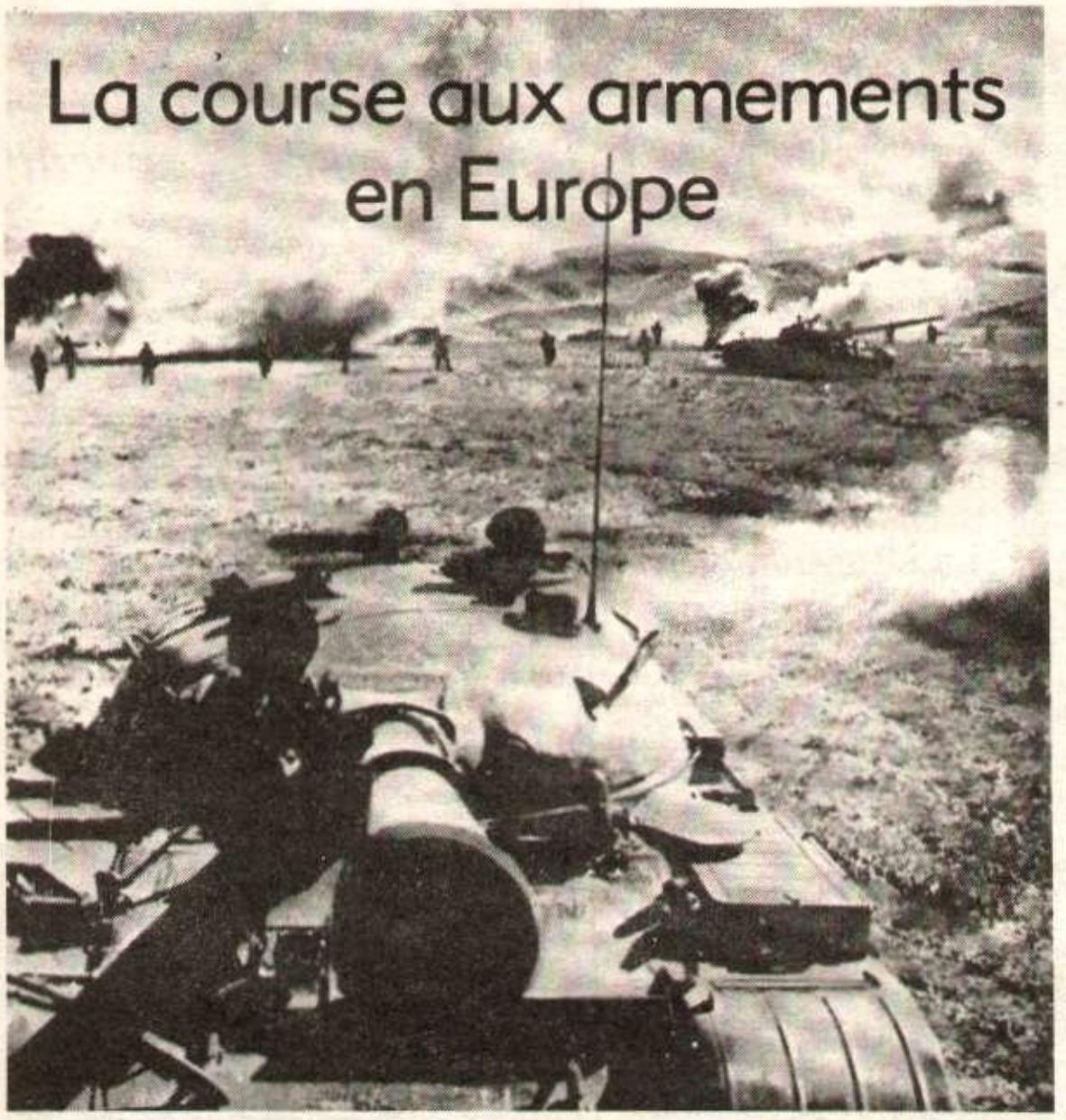
spécial PCF est disponible

Revue théorique et politique **Prolétariat**

Prix 14 F

Passez vos commandes à *Prolétariat* – BP 320 13213 Marseille Cedex 1

CCP – 2130 89 H (Marseille)

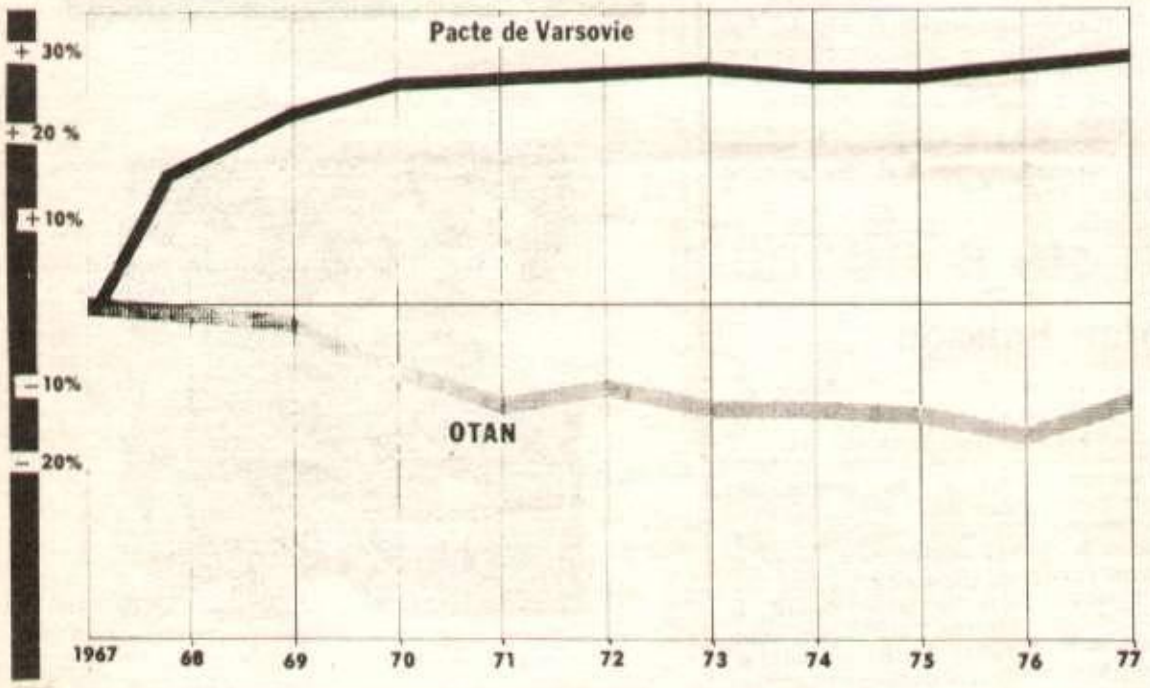


Manœuvres offensives du social-impérialisme russe aux frontières de l'Europe occidentale.

Les faits parlent

LE mois dernier se déroulaient, en Allemagne fédérale, les plus importantes manœuvres que l'OTAN ait jamais faites en Europe. Ces manœuvres, dont le but était de tester la possibilité de réponse à une agression soviétique, traduisent bien une recrudescence des inquiétudes des milieux dirigeants de l'OTAN.

Après plusieurs années d'« engourdissement », les Américains semblent prendre conscience de la réalité du danger en Europe et se relancent plus que jamais dans la course aux armements face à la menace soviétique.



Évolution en pourcentage des dépenses militaires de l'OTAN et du Pacte de Varsovie entre 1967 et 1977. Base 100 : 1967.
Il ya dix ans, le rapport entre les dépenses militaires américaines et soviétiques était de 2 à 1, il n'est plus aujourd'hui que de 1,2 à 1. Les dépenses militaires des autres pays du Pacte de Varsovie ont plus que doublé de 1967 à 1977.

« On ne corrige pas dix années de laisser-aller en deux, trois ou même quatre ans d'hyperactivité ; si le rythme des dépenses militaires du Pacte de Varsovie continue tel qu'il est, nous en sommes, selon moi, au seuil minimum de ce qu'exige la prudence ». C'est ainsi que s'exprimait récemment le général Haig, le chef des forces de l'OTAN, à des visiteurs de passage.

C'est une réalité que, depuis quelque temps, on assiste à une véritable renaissance militaire de l'OTAN. Malgré l'équipement en nouveaux missiles, avions et un redéploiement des troupes britanniques et américaines en Europe, les forces de l'OTAN ne peuvent pas encore prétendre rivaliser, sur le plan des armes conventionnelles du moins, avec les troupes du Pacte de Varsovie.

Les manœuvres des forces combinées de l'OTAN, parmi les plus importantes jamais réalisées, se déroulaient récemment en RFA. Leur thème, ô combien révélateur de la réalité de la « détente » : *« Les problèmes matériels posés par une attaque-éclair soviétique et la nécessité de la stopper »*. Si ces manœuvres ont bien montré un net progrès, notamment dans le domaine des engins antichars, elles ont également démontré que sur pratiquement tous les points de vue, les forces de l'Est restaient nettement supérieures.

L'étude comparative des forces militaires font ressortir deux éléments : d'une part, cette nette supériorité soviétique, d'autre part l'effort énorme fourni actuellement par les pays de l'OTAN pour tenter de rétablir l'équilibre.

DE NOUVELLES FORCES AMÉRICAINES

Au niveau des troupes tout d'abord, on estime actuellement que le rapport de force est de huit à onze en faveur du Pacte. L'arrivée prochaine de deux nouvelles brigades d'infanterie mécanisées américaines en RFA et la décision anglaise d'augmenter de 4 000 hommes ses effectifs dans ce même pays devraient quelque peu réduire cet écart. L'équipement de ces troupes présente également d'importantes différences. Au niveau des armes légères tout d'abord : bien qu'on ne connaisse pas de matériels très nouveaux dans les armées de l'Est, on sait que celles qu'ils possèdent ont déjà fait leurs preuves. C'est notamment le cas du fusil d'assaut AK 47, auprès duquel le pistolet-mitrailleur qui équipe, par exemple, l'armée française fait figure de lance-pierres. Une autre caractéristique de ces armes est une très grande standardisation des munitions, chose qui manque cruellement aujourd'hui aux troupes de l'OTAN.

Tous les experts militaires sont d'accord pour dire qu'un des aspects fondamentaux de la guerre moderne terrestre est basé sur l'utilisation des véhicules blindés. Leur mobilité, leur grande efficacité et leur importance tactique ont été prouvées lors de tous les récents conflits opposant des armées régulières, comme la guerre du Kippour ou la guerre en Somalie.

Les officiers américains ou ouest-allemands reconnaissent eux-mêmes volontiers qu'ils ont encore un sacré bout de chemin à faire s'ils veulent rattraper les Soviétiques sur ce terrain. C'est, en effet, un de leurs points forts. Les forces du Pacte se sont d'ailleurs récemment renforcées de matériels plus modernes : le nouveau char russe T 72 équipe désormais les unités stationnées dans les pays de l'Est. Celles-ci ont d'ailleurs également reçu des centaines de nouveaux véhicules blindés de transport de troupes, armés de missiles et d'un canon léger. Les Occidentaux n'ont aucune arme équivalente. Le parachutage d'unités blindées complètes en ordre de marche à l'arrière des lignes adverses, lors de la récente guerre entre la Somalie et l'Éthiopie, a d'autre part montré que la supériorité en nombre soviétique, se doublait , dans ce domaine d'une supériorité en moyens tactiques.

UNE SUPÉRIORITÉ SOVIÉTIQUE

Au niveau numérique, on estime à 16 500 le nombre de chars lourds de combat soviétiques, face à cela l'OTAN ne peut en aligner que 6 500 environ. La nécessité de contrebalancer ce déficit explique le spectaculaire développement des armements antichars dans les troupes de l'OTAN ; à la fin de l'année, on en comptera plus de 193 000 de toutes sortes. On peut à ce sujet remarquer que, par la structure même de leurs armements, on peut dire que, aujourd'hui, le Pacte de Varsovie est sur une position agressive alors que l'OTAN est sur la défensive.

Au niveau aérien, les forces de l'OTAN essaient aussi de combler un important retard. Il semble cependant qu'elles aient renoncé à rétablir l'équilibre quantitatif, la différence est trop importante. Le Pacte de Varsovie peut aligner actuellement 3 000 appareils contre 1 600 et il sort actuellement encore 1 000 avions de combat par an des usines russes contre 800 aux USA. C'est sur le niveau qualitatif que l'OTAN semble vouloir faire porter son effort.

L'US Air-Force vient, en effet, d'adjoindre à ses forces européennes 96 avions F 15, certainement le meilleur chasseur en service actuellement. Dans les années à venir, Américains, Danois, Belges, Hollandais et Norvégiens devraient de plus pouvoir aligner en Europe les fameux F 16. Du côté soviétique, ces sept dernières années, l'armée de l'air s'est vu livrer 1 300 MIG 23, 25 et 27, deux-cents SU 17S. Il faut adjoindre à cela les 170 bombardiers à long rayon d'action « Backfire » dont les très problématiques accords Salt II n'ont pas encore réussi à régler l'avenir. Cela n'empêche pas les Soviétiques de le produire à une cadence d'environ 30 unités par an.

On spécule beaucoup dans certains milieux sur un éventuel essoufflement de l'économie soviétique dû à cette véritable hémorragie de crédits qui entrainent ces dépenses militaires. Le raisonnement tenu est que le ralentissement constaté du taux de croissance soviétique obligerait les dirigeants à réduire, ou du moins à ne plus augmenter, autant leurs dépenses militaires afin de maintenir un équilibre beurre-canon stable. Cette hypothèse est cependant totalement démentie par les faits. Loin de diminuer, la partie militaire du budget soviétique subit actuellement un accroissement de 7 % par an, passant de 13 à 15 % du produit national.

Il semble toutefois que la danger ait été nettement perçu au niveau de l'OTAN. Une chose est sûre : jamais la course aux armements n'a atteint un tel niveau en Europe.

Serge FOREST

Directrice de publication : Suzanne Marty | Commission paritaire No 57952 | Distribution NMPP | Imprimerie La Nouvelle | Dépôt légal : 3e trimestre 1978